Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN BIRMANIE

Chroniques de Birmanie

Semaine du 13 au 19 janvier 2020

États Rakhine et Chin

❖ Affrontements entre l'*Arakan Army* et l'armée birmane

→ Les 11 et 12 janvier, des milliers de villageois des localités de Buthidaung et de Rathidaung se sont retrouvés contraints de fuir leurs villages, suite à de violents combats entre la Tatmadaw et *l'Arakan Army* (AA) dans la zone.

→ Les différents témoins décrivent notamment l'utilisation par l'armée d'armes lourdes, de deux hélicoptères et d'un avion de chasse.

❖ Victimes civiles

→ Dans une lettre adressée à la Conseillère pour l'Etat, au commandant en chef des forces armées et au vice-président du Parlement, 68 chefs de village du township de Minbya ont menacé de démissionner si Aung San Suu Kyi n'ordonnait pas l'ouverture d'une enquête sur le décès de l'un de leurs collègues, tué par les forces gouvernementales.

→ Le 10 janvier, les corps blessés au couteau de trois villageois de Kyat-U et Siphalaung (Etat Chin) détenus par *l'Arakan Army* ont été retrouvés. L'AA a nié être responsable du meurtre.

→ Selon l'Organisation des droits de l'Homme de l'Etat Chin, une femme de 44 ans du township d'Ann a été torturée par des soldats de la Tatmadaw le 4 janvier. Ils soupçonnaient son mari d'avoir des liens avec *l'Arakan Army.*

→ Un garçon de 10 mois a été tué par balle, dans le township de Myebon. Selon sa famille, des déplacés internes tentant alors de rentrer dans leur village, la Tatmadaw serait la responsable de l'incident et aurait délibérément tiré sur eux.

→ Le 19 janvier, huit personnes, dont trois enfants de moins de 12 ans, ont été blessées lors de l'explosion d'une mine terrestre, alors qu'ils ramassaient du bois dans le village de Shwe Kyan, dans le township de Minbya. Les trois enfants sont dans un état critique.

→ Le bureau de l'UNICEF-Myanmar s'est déclaré préoccupé par les décès et blessures à répétition des enfants suite à l'intensification des combats entre la Tatmadaw et *l'Arakan Army*. L'organisation rapporte qu'en 2019, 16 enfants ont perdu la vie et 36 ont été gravement blessés, essentiellement suite à des incidents causés par des explosions de mines terrestres.

❖ Cour martiale

→ Le porte-parole de la Tatmadaw a indiqué que les décisions de la cour martiale qui juge à Buthidaung des militaires accusés d'avoir violé les règlements lors de la répression massive menée par l'armée dans le Nord Rakhine en 2017 seront publiées à l'achèvement des audiences.

→ Cette déclaration vise à répondre aux accusations des militants des droits de l'Homme sur le manque de transparence de la procédure.

❖ Réfugiés Rohingyas

→ Selon les dernières informations, 155 des 172 réfugiés arrêtés en mer le mois dernier se trouvent actuellement dans le district de Maungdaw, où ils sont interrogés par les autorités.

→ Ceux originaires de Birmanie seront renvoyés chez eux, munies de cartes nationales de vérification. Il semblerait notamment que 29 d'entre eux soient du district de Maungdaw. Ceux en provenance du Bangladesh y seront transférés.

→ Les 17 réfugiés restants ont de leur côté déjà été installés dans le township de Sittwe, d'où ils venaient.

Processus de paix, minorités ethniques et affaires frontalières

❖ Cour Internationale de Justice

→ Selon un tweet du ministre de la Justice gambien, la CIJ rendra sa décision sur les mesures provisoires dans la plainte déposée par la Gambie contre la Birmanie en application de la convention pour la préention et la répression du crime de génocide le jeudi 23 janvier.

❖ Processus de Paix

→ Les représentants des dix groupes ethniques armés signataires de l'accord national de cessez-le-feu (NCA) se sont réunis le lundi 13 janvier à Chiang Mai, en Thaïlande, afin de réfléchir aux moyens de convaincre les autres groupes ethniques armés de signer la trêve initiée par le gouvernement et donc de leur permettre de se joindre au processus de paix.

→ Suite à cette rencontre, le général Yawd Serk du groupe *Restoration Council of Shan State*, représentant les signataires de la NCA, a déclaré que les dirigeants de toutes les parties ont fait « leur devoir » et se sont engagés à faire avancer le processus de paix tout en se référant au JICM, ils ont accepté d'appliquer les principes de la NCA et de fixer un calendrier pour les futures conférences de paix.

→ S'agissant de la *Karen National Union* qui avait suspendu sa participation au dialogue politique depuis octobre 2018, son secrétaire Padoh Saw Tah Doh Moo a indiqué que le groupe était « de retour sur le chemin des pourparlers officiels ».

❖ Rencontre de la Conseillère pour l'Etat avec les jeunes de l'Etat Kayah

→ Le 15 janvier, lors de sa visite à Loikaw pour assister au 68ème anniversaire de l'État Kayah, la conseillère pour l'État Aung San Suu Kyi s'est entretenue avec sept représentants de la société civile Karenni.

→ A cette occasion, trois demandes ont été formulées par ces derniers, concernant la confiscation de terres agricoles et les poursuites militaires engagées contre 40 agriculteurs Karenni, la controverse sur la construction de la statue de son père dans un parc de la capitale et un examen des politiques relatives à la jeunesse.

→ Selon Khun Thomas, l'un des participants, la Conseillère pour l'Etat s'est engagée seulement à soumettre le réexamen de la confiscation de terres agricoles et des poursuites engagées contre les agriculteurs, accusés de cultiver des terres leur appartenant mais confisquées par l'armée, aux ministères concernés. Concernant la statue de son père, Aung San Suu Kyi a indiqué ne pas souhaiter intervenir dans la polémique et demandé que les parties s'efforcent de trouver ensemble un règlement à cette question.

❖ Taxe sur les affaires dans l'Etat Kachin

→ La *Kachin Independence Army* (KIA) a envoyé une lettre aux hommes d'affaires de la ville de Moegaung (Kachin) les informant qu'une taxe leur sera à présent prélevée.

→ Jusqu'à présent, la KIA ne prélevait des taxes qu'auprès des entreprises les plus importantes.

Situation intérieure

❖ Commission nationale des droits de l'Homme

→ Par décret du 14 janvier 2020, le président de la République Win Myint a renouvelé entièrement la composition de la Commission nationale des droits de l'Homme, avec à sa tête Hla Myint, actuel représentant de la Birmanie auprès de la commission intergouvernementale des droits de l'Homme de l'ASEAN.

→ Pour certains observateurs, cette refonte s'est faite sans modification de la législation pertinente, et sans transparence dans le processus de sélection. Les critiques relèvent notamment que tous les nouveaux membres sont des fonctionnaires à la retraite de ministères et d'organismes gouvernementaux.

→ Les critiques reprochent également au président de la République d'avoir ignoré la demande des groupes de la société civile d'une représentation plus diversifiée, incluant des représentants disposant d'une véritable expertise en matière des droits de l'Homme.

❖ Réforme de la Constitution

→ Après avoir examiné plus de 3 700 recommandations par les différents partis politiques, la commission parlementaire en charge de réformer la Constitution du pays a annoncé avoir finalisé ses propositions d'amendements.

→ Celles-ci seront présentées au Parlement sous forme de deux projets de loi le 23 janvier, avant d'être rendues publiques.

❖ Extension de l'année scolaire

→ Les protestations contre le projet d'extension de l'année scolaire devaient être amenées à s'intensifier dans les semaines à venir, si le gouvernement continue d'ignorer les demandes des enseignants et des étudiants. Ces derniers ont annoncé que la « Green Ribbon Campaign » contre ce projet s'étendra alors à toutes les écoles élémentaires et universités du pays.

❖ Santé Publique

→ En février, en partenariat avec le Gavi, The Vaccine Alliance, l'OMS et l'UNICEF, le ministère de la santé débutera une campagne nationale de vaccination contre la diarrhée, la diphtérie et le tétanos. La Birmanie est désormais le troisième pays d'Asie à pratiquer la vaccination contre le rotavirus à l'échelle nationale, après l'Inde et la Thaïlande.

→ Dans le cadre du 48ème Congrès sur la Recherche Médicale en Birmanie, le ministre de la Santé a déclaré qu'il souhaitait mettre en place une « banque de recherche », laquelle collectera des connaissances médicales et les derniers enseignements scientifiques.

❖ Travailleurs birmans à l'étranger

→ Selon les données du ministère du Travail, de l'Immigration et de la Population, en 2019, plus de 305 000 personnes sont parties travailler à l'étranger. Les premières destinations sont la Thaïlande et la Malaisie. Au total, il y a aujourd'hui près de 4 millions de travailleurs birmans dans le monde, déclarés ou non.

→ Le gouvernement a appelé les citoyens de Birmanie vivant à l'étranger à revenir dans leur pays et à contribuer au développement de l'économie. Selon la déclaration, de nombreux expatriés ont exprimé leur intérêt à rentrer chez eux, mais attendent toujours un mécanisme qui facilitera leur retour.

Relations extérieures

❖ Visite du président chinois Xi Jinping

→ Les 17 et 18 janvier, le président chinois Xi Jinping s'est rendu en Birmanie pour une visite officielle. Il s'agit de la première visite d'un président chinois en Birmanie depuis 19 ans.

→ Le 18 janvier, lors d'une réunion avec la conseillère pour l'État Aung San Suu Kyi, la Birmanie et la Chine ont signé 33 protocoles d'entente, accords et échanges de lettres, portant principalement sur les infrastructures, l'énergie et le commerce. Un accord de concession et un pacte d'actionnariat pour le port en eaux profondes de la Zone Economique Spéciale de Kyaukphyu ont notamment été signés. En revanche, aucun progrès n'a été réalisé concernant le reprise du projet de barrage de Myitsone.

→ Au cours de cette visite de deux jours, le président chinois Xi Jinping a également rencontré séparément le président Win Myint et le *Senior General* Min Aung Hlaing, commandant en chef des forces armées. Avec ce dernier, Xi Jinping a nié que son pays fournissait des armes aux groupes ethniques armés du pays, et s'est engagé à examiner cette question de manière approfondie. Il aurait, par ailleurs, donné l'assurance que son pays soutiendrait et appuierait le gouvernement de la Birmanie sur la scène internationale, notamment dans le cadre de l'affaire portée devant la CIJ par le gouvernement gambien.

→ Le président chinois a également assisté aux manifestations célébrant le 70e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la Birmanie et à la cérémonie de lancement de l'Année culturelle et touristique Chine-Birmanie.

→ Plusieurs groupes ethniques armés ont salué ce voyage : le Parti uni de l'État Wa (UWSA), la *Kachin Independence Organization* (KIO) et de la *National Democratic Alliance Army* (NDAA) de la région spéciale des Mong La se sont tous félicités de ce déplacement du dirigeant chinois en souhaitant qu'il pourra contribuer à la paix et à la stabilité du pays.

Économie

❖ Croissance

→ Selon les prévisions de la Banque Mondiale, le pays devrait connaître une croissance de 6,4 % au cours de l'exercice 2019-20.

→ Elle note cependant que la présence d'acteurs armés et de conflits présente des défis supplémentaires pour les entreprises qui opèrent dans les zones concernées. Cette situation risque de dissuader de potentiels investisseurs, et donc d'entraver les perspectives de développement à long-terme du pays.

❖ Investissements directs étrangers

→ Selon la Commission des investissements de Birmanie, les flux entrants d'IDE devraient augmenter cette année, le niveau des IDE au cours des trois premiers mois de l'année fiscale 2019-2020 (500 millions USD par mois) étant déjà deux fois plus élevé qu'au cours de la même période de l'année fiscale précédente. Singapour reste l'investisseur étranger le plus important, suivi de la Chine et de Hong Kong. Les secteurs qui ont reçu le plus d'investissements étrangers sont le pétrole et le gaz, suivis de l'électricité et de l'industrie manufacturière.

→ Depuis sa mise en place, le Comité d'investissements de la région de Mandalay a approuvé 79 projets étrangers, en provenance de plus de 16 pays différents attirant ainsi près de 4 millions USD d'IDE portant principalement sur les secteurs de l'industrie, de l'énergie et des services. En parallèle, 179 projets domestiques ont été approuvés.

❖ Coût économique des coupures internet

→ Selon un rapport de la société Top10VPN, la Birmanie aurait enregistré près de 4 880 heures de coupures d'Internet l'année dernière, ce qui aurait coûté au pays 75,2 millions USD.

→ La Birmanie se classe ainsi au dixième rang mondial des pays ayant subi le plus de pertes économiques en raison de ces coupures. C'est également le pays ayant connu le plus long « black-out », dépassant notamment le Tchad et l'Inde : le rapport rappelle que l'accès à internet n'a toujours pas été rétabli dans les townships de Ponnagyun, Mrauk-U, Kyauk Daw et Minbya (Rakhine).

→ Ces coupures d'Internet ont détérioré les conditions de vie, entravé les efforts humanitaires et porté atteinte aux droits fondamentaux des citoyens.

Titre : Le grand créancier

Explication : Les représentants des partis politiques, des groupes ethniques, des groupes armés et des groupes de la société civile souhaitent la bienvenue au président Xi, et aimeraient bien avoir une occasion pour s'exprimer

Crédit caricature : The Irrawaddy

Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité et ne reflète que des commentaires ou analyses parus dans la presse birmane, qui n'engagent en rien le point de vue propre de l'Ambassade.